

Le Temps de l'action

While we still need to reflect on the condition and status of women, perhaps the time is right for us also to take more action. The Montreal Regional Council of the Québec Federation of Women will be testing this hypothesis in the fall/winter 1980-81 when it offers a course aimed at the political education of women. The aims and content of the course are described below.

le domaine politique. Considérées jusqu'ici majorité silencieuse parce que sous-représentées aux instances décisionnelles, les femmes se sont révélées, lors du débat référendaire, plus conscientes que jamais de leur avenir politique. Voilà qui donne à réfléchir sur cette dite 'majorité silencieuse'!

Ainsi, il semble que les femmes ne demandent pas



A la stupéfaction des féministes et à la satisfaction momentanée de l'establishment, le phénomène des 'Yvettes' aura réveillé une fibre jusqu'alors méconnue chez les femmes.

Les derniers événements politiques au Québec ont souligné d'une façon marquée le rôle des femmes dans

mieux que de s'intéresser et de participer, en tant que personnes responsables, à la vie politique. Cependant, la plupart d'entre elles se voient et se considèrent hors des débats d'idées, démunies, sans moyen d'action, précisément à cause de l'ignorance dans laquelle elles sont maintenues des choses politiques.

Louise Dandurand

‘Comment voulez-vous que la pauvre petite femme qui ne peut pas choisir sans l’aide de son mari la cire qui fera briller son parquet, puisse savoir pour qui voter et puisse même songer à intervenir dans un comité de parents?’ s’exclamait la politicologue Christiane Bacave lors d’une conférence devant les membres de l’Association des femmes diplômées des universités (Montréal). L’exemple est extrême peut-être mais il reflète exactement le fond du problème, c’est-à-dire le sentiment d’impuissance des femmes face à la politique. En admettant que les femmes ne soient plus à ce niveau de sujétion, n’ont-elles pas

UN COUP D’ESSAI

Le Conseil régional de Montréal de la Fédération des femmes du Québec, a cru que le moment était venu de porter une action concrète dans ce sens et faire une sorte de prise de pouls de la situation. En effet, afin de donner un sens à son action et prenant pour acquis que la conscientisation ne peut se faire que par la connaissance et la démystification de l’appareil politique, le Conseil a pensé apporter aux femmes, sous forme de cours, les éléments de base permettant d’analyser et de comprendre l’actualité — afin de



Anna Kaufman Moon, from Women See Woman

maintenant plutôt envie de comprendre par elles-mêmes les transformations rapides qu’elles subissent dans leur quotidien? N’ont-elles pas envie de s’armer à leur tour des armes des sociétés modernes et démocratiques, d’en saisir les rouages afin d’être entendues au niveau des instances du pouvoir et finalement d’agir sur leur destin? Il faut bien l’avouer, nous nous interrogeons encore sur le degré de ‘désir’ de participation politique de la majorité des femmes.

rendre possible une participation active et un engagement au niveau des choix politiques.

Cependant, il faut bien comprendre que le Conseil s’engage dans cette voie sans savoir au préalable quelles seront les personnes intéressées, comment elles jugeront les cours, et surtout dans quelle direction elles les orienteront. C’est un coup d’essai dans lequel le Conseil se lance, espérant par ce projet toucher une catégorie de femmes animées du désir de connaître les

éléments indispensables à l'analyse de la situation présente au Québec. Bien sûr, ces cours visent d'abord à faciliter la réflexion des femmes sur des problèmes auxquels elles sont confrontées quotidiennement; mais dans un but ultime, ce projet veut favoriser un engagement et une prise de position personnels dans les débats politiques. C'est aussi dans l'optique du rôle politique des associations féminines que le Conseil inscrit ce projet dans ses activités de cette année. Ce rôle des regroupements de femmes vise à 'politiser', c'est à dire à rendre d'intérêt public des problèmes que les femmes affrontent plus ou moins seules. Ce sera donc le groupe de participantes lui-même qui déterminera les sujets qu'il jugera primordiaux, mais tout ceci sans quitter l'ensemble du débat politique québécois. Car quels que soient les problèmes, à savoir maternité, éducation, garderies, contraception, santé, organisation de la vie familiale, rôle et statut de la femme dans le mariage, dispositions du mariage, affaires, divorces, etc., ne sont-ils pas tous dépendants et issus de notre système socio-politique?

'Ah! s'il y avait plus de femmes en politique . . .', un beau vœu pieux qu'il sera peut-être possible de réaliser grâce à des actions concrètes comme celle-ci. Car, si toutes, nous déplorons la lenteur du mouvement, nous croyons tout de même à sa progression et celle-ci passe par la démystification d'un domaine réservé jusqu'ici presque exclusivement aux hommes. En développant la conscience du rôle social des femmes et en favorisant sa participation politique, c'est la société québécoise tout entière qui en serait favorisée dans son développement.

LA POLITIQUE RENDUE FACILE

Tel est l'objectif que visent Hélène Sarrazin et Jocelyne St-André, les responsables du projet. Selon elles, 'loin d'être aride, la politique devient passionnante quand on en possède bien l'ABC.' Conscientes que trop souvent les journaux et la télévision ne tiennent pas compte que les gens

qui les lisent et les écoutent n'ont pas tous eu la chance de suivre des cours en science politique, elles ont cherché à structurer un cours qui faciliterait la compréhension des événements politiques québécois à partir d'éléments théoriques indispensables à l'analyse de la situation.

Contrairement aux cours habituels, ce cours (à raison d'un soir par semaine pendant dix semaines, et ceci en deux sessions) sera essentiellement concentré sur l'actualité. Composé de deux volets présentés consécutivement à l'automne et à l'hiver, et intitulés 'La politique au Québec' et 'Femme et politique', le cours se veut à la fois théorique et pratique. Au point de vue de la méthodologie, des cours magistraux sont prévus, parce qu'il importe de préciser les éléments de base de l'analyse politique; des lectures seront présentées sous forme de polycopies pour minimiser les coûts d'achat de livres; des discussions se poursuivront en table ronde; il y aura des personnes ressources invitées, et enfin des visites sur les lieux ou actions pratiques. Un *Journal des débats*, sorte de résumé, tenu chaque semaine soit par une participante ou par un groupe de participantes, serait un excellent moyen de maintenir le groupe dans un intérêt constant tout en permettant de ne pas perdre de vue les objectifs du cours. Il importe également de se référer continuellement au plan proposé du cours afin de ne pas trop diverger malgré la souplesse jugée essentielle pour l'intérêt même des participantes.

LA POLITIQUE AU QUEBEC: (1er volet)

Quant au plan du cours, H. Sarrazin le résume ainsi dans son texte de présentation: 'Il y aurait donc dans une première partie du cours, quelques heures consacrées à l'étude de l'histoire du Québec, pour bien nous situer avant d'entreprendre une analyse du Québec d'aujourd'hui. Nous croyons qu'il serait intéressant d'étudier ensuite des questions qui sont fondamentales pour saisir l'origine des problèmes actuels du Québec à l'intérieur de la Confédération. . . . Nous voudrions ensuite nous attarder à la société québécoise, c'est à dire plus particulièrement aux idéologies et aux partis qu'on y retrouve. Nous voudrions enfin, pour bien nous mettre à l'heure du jour, nous pencher sur les

dernières législations que le gouvernement a adoptées . . . et analyser les effets concrets de ces lois dans la vie de chacune.'

'Bien entendu, poursuit H. Sarrazin, ce ne sont là que des grands axes du cours. Cet aperçu peut sembler assez ambitieux, et peut-être très peu orthodoxe si l'on se réfère aux plans de cours habituels sur le Québec. C'est que notre cours viserait à donner de façon succincte l'information pertinente pour répondre à de nombreuses questions qui demeurent sans réponse dans le cadre politique actuel. . . . Naturellement, nous ne pourrions nous empêcher de parler de choses plus abstraites telles le système parlementaire et les institutions politiques, mais nous essayerons de donner le strict minimum d'information pour la compréhension du cours et de ne pas insister sur ces éléments pour le moins arides.'

A cette démarche théorique du cours, les responsables envisagent de greffer une action pratique. Ainsi, dans le cadre d'élections provinciales, elles prévoient une série d'activités allant de l'assistance aux assemblées publiques à l'étude des programmes et à la prise de position à partir de leur analyse. Pour que ces activités ne restent pas fermées, des lettres ouvertes pourraient être rédigées durant les cours pour faire connaître au grand public la réflexion du groupe. Il en est de même pour tout autre événement politique touchant particulièrement les femmes du groupe.

FEMME ET POLITIQUE (2ième volet)

Le deuxième volet du cours, prévu pour janvier, touchera de près la situation globale des femmes au Québec, à savoir au travail, dans les partis politiques, dans les syndicats, etc. Une approche basée sur les différentes tendances féministes fut d'abord envisagée, mais il a semblé qu'il était plus important de se concentrer particulièrement sur la situation des femmes au Québec. Cette approche permettra d'une part d'alléger la matière du cours qui aurait été très chargée, et d'autre part de rester à l'intérieur des objectifs définis, soit de se rapporter surtout à une réalité concrète. Ainsi, suivant la même optique de concrétisation visée dans la préparation du premier volet du cours, il est prévu de se

pencher tout spécialement sur les grandes législations concernant les femmes: droit de vote, réforme du code civil, création d'organismes de consultation sur la condition féminine, etc.

Après cette démarche du groupe, les chargées du cours estiment 'qu'on devrait en venir à poser le problème du pouvoir.' Il pourrait y avoir alors nombre d'avenues de discussions. Par exemple, en quoi le pouvoir que les femmes veulent exercer peut-il être différent du pouvoir qu'on connaît aujourd'hui? Les femmes doivent-elles se servir des institutions actuelles pour changer la société ou doivent-elles développer un autre type de pouvoir? Ou alors, dans quelle mesure les femmes peuvent-elles accéder à la représentation au niveau des décisions, i.e. des instances du pouvoir? Une nouvelle force politique peut-elle être envisagée?

Si le cours atteint son but et, tenant compte de la réflexion engendrée, permet à un petit groupe de femmes de se munir des outils nécessaires à une participation active, quel qu'en soit le degré, ce sera un pas de plus dans l'évolution de la mentalité québécoise.

Ce projet se révélera-t-il trop ambitieux, mal adapté ou simplement pratique et venant à point?

Ce sont les questions que se posent les membres du Conseil régional de Montréal de la FFQ. C'est d'abord et avant tout, comme nous l'avons souligné plus haut, un coup d'essai qui aidera à mieux comprendre les besoins d'information politique des femmes. En allégeant les cours théoriques et en portant l'accent sur l'aspect concret de la politique, nous espérons toucher une clientèle qui serait peu encline à se lancer à l'assaut des institutions universitaires. Ajoutons à ceci qu'une subvention gouvernementale permettra la réduction des frais de cours au montant de l'inscription, ce qui ne peut qu'ajouter un attrait supplémentaire à ce projet. ©

Sources:

Bulletin FFQ, avril 1980.

Présentation des cours de politique préparés par: H. Sarrazin et J. St-André.